En grève le 2 décembre

pour défendre nos emplois, nos rémunérations, nos missions

Le projet de Loi de Finances de l'Etat et de la Sécurité Sociale proposé par le gouvernement et débattu au Parlement est toujours profondément injuste et brutal à l'encontre du monde du travail comme des retraité.es :

- **Suppression de 3000 postes dans la Fonction publique** et notamment dans l'Éducation nationale, à France Travail, aux Finances publiques, dans les organismes de Sécurité sociale…
- **Gel du salaire des agent.es de la Fonction publique** qui a déjà baissé depuis vingt ans de 23 % en euros constants ! Baisse des moyens des services publics,
- **Taxation des malades avec le doublement des franchises médicales** qui pourraient atteindre 350€ par personne, l'augmentation des frais de complémentaire et l'explosion des dépassements d'honoraires,
- **Limitation à 1 mois des arrêts maladie** et à 4 mois des arrêts en accidents du travail / maladies professionnelles,
- **Baisse du budget des hôpitaux** et des Ehpad, déjà sous l'eau.

La commission des finances de l'Assemblée Nationale, réunie dimanche 9 novembre, s'est prononcée majoritairement contre le projet de suppression de postes à France Travail et plus généralement contre la baisse de moyens pour la mission travail, emploi, formation (y compris la baisse des dotations aux missions locales) mais rien n'est acquis !

A France Travail, le gouvernement prévoit :

- Suppression de 515 postes,
- Baisse de 12% de la subvention de Service Public et nouveau désengagement de l'Etat en matière d'Intervention (alors que les prestations sous traitées : Agil Cadres, EMD, 3995, Prospections… nous coûtent un pognon de dingue !).

Dans le même temps, l'AFPA se voit supprimer 348 postes, les dotations aux Missions Locales baissent de 13%, de 20% à l'IAE et l'effort budgétaire demandé aux collectivités territoriales représente 5 milliards d'€…

Dans ce contexte, La DG, accélère son plan dit "d'efficience" : redéploiement des fonctions supports, développement de l'automatisation et de l'IA mise en œuvre sa nouvelle offre de service entre accompagnement Intensif et Agile.

Au programme : intensification et accentuation de la dégradation de nos conditions de travail, déqualification de nos métiers, recours massif à la sous-traitance.
Chacune et chacun se rend compte aujourd'hui des conséquences de la Loi Plein Emploi dans notre quotidien de travail : inscription obligatoire, orientation automatique et DPA, conditionnalité de l'accompagnement à des heures d'activités, renforcement des sanctions… se traduisant par une absence de temps et de moyens pour répondre aux besoins des usagers et la perte de sens dans la mise en œuvre de nos missions.
L'annonce d'une NAO à ZERO dans la suite du gel continu du traitement des fonctionnaires apparaît comme une provocation et ce n'est pas une prime qui répondra à notre perte de pouvoir de vivre.

Le 2 décembre exigeons :

- **Aucune suppression de postes,** titularisation des collègues en contrat précaire qui le souhaitent- Arrêt du Plan d'efficience,
- **Augmentation des moyens budgétaires de l'Etat** pour permettre la ré-internalisation de nos missions sous traitées et répondre aux besoins et attentes des usagers,
- **Augmentation des salaires et des traitements** avec rattrapage des pertes subies ces dernières années, indexée a minima sur l'inflation,
- **Abrogation de la Loi Plein emploi,** du Décret Sanction et mise en œuvre effective de nos Missions de Service Public.

Les mobilisations des 10, 18 septembre, 2 octobre ont démontré notre exigence de justice sociale et fiscale, ont réussi à stopper le projet de suppression de 2 jours fériés. Mais la lutte n'est pas finie ! Quel que soit l'issue des débats parlementaires, seule notre mobilisation (aux côtés des travailleurs et travailleuses des services publics, du secteur privé, avec ou sans d'emploi, des jeunes et retraité.es) pèsera sur les décisions qui nous concernent tous et toutes. **Le vote de la commission des finances est positif mais n'est pas suffisant ! Gagnons l'arrêt définitif des suppressions de postes et de toutes les autres mesures !**

La CGT France Travail appelle l'ensemble des agent.es à la grève le 2 décembre

Tous et toutes ensemble, nous pouvons et devons gagner

Rejoignez-nous
et Syndiquez Vous !

CGT France travail - 38 rue des frères Flavien - 75020 Paris
syndicat.cgt@francetravail.fr